

MADAGASCAR

GRAND SUD, GRAND SUD-EST, EST ET NORD

Notable amélioration de la situation de sécurité alimentaire dans le Grand Sud qui reste toutefois fragilisée par le phénomène el niño. La situation demeure préoccupante dans le Grand Sud Est et le Nord.

ANALYSE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË

MAI 2024 - AVRIL 2025

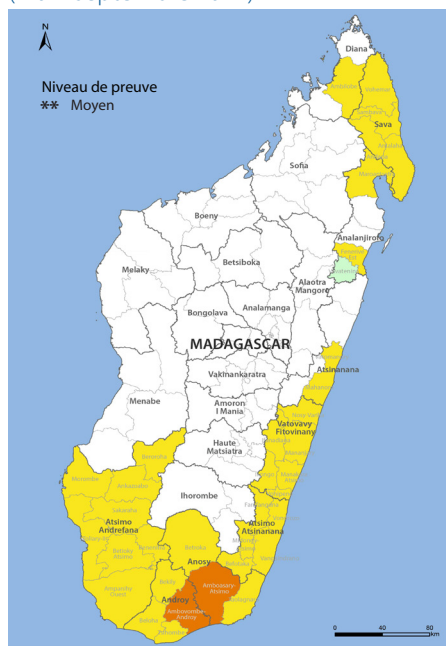
Publié le 31 juillet 2024

ACTUELLE: MAI - SEPTEMBRE 2024			PROJETÉE 1 : OCTOBRE - DÉCEMBRE 2024			PROJETÉE 2 : JANVIER - AVRIL 2025		
 1,22 M 12% de la population analysée Personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 Catastrophe	 1,32 M 13% de la population analysée Personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 Catastrophe	 1,78 M 17% de la population analysée Personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 Catastrophe
	Phase 4	0 Urgence		Phase 4	0 Urgence		Phase 4	0 Urgence
	Phase 3	1 220 000 Crise		Phase 3	1 324 000 Crise		Phase 3	1 780 000 Crise
	Phase 2	4 916 000 Stresse		Phase 2	5 036 000 Stresse		Phase 2	5 015 000 Stresse
	Phase 1	4 134 000 Sécurité alimentaire		Phase 1	3 910 000 Sécurité alimentaire		Phase 1	3 480 000 Sécurité alimentaire

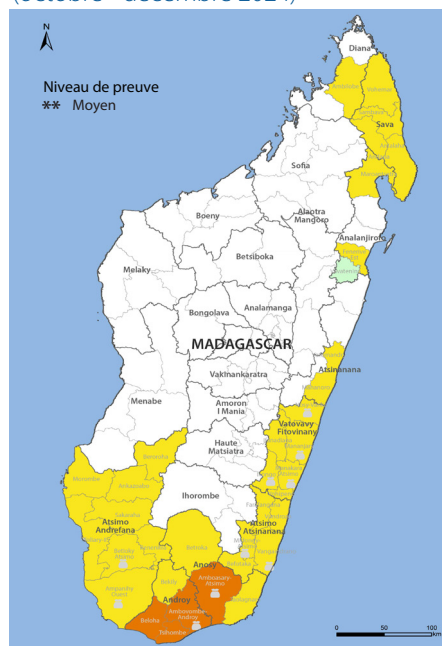
VUE D'ENSEMBLE

Depuis la fin de l'année 2023, d'importants déploiements tant humanitaires que de développement pour des actions de réponses, de réhabilitation ou d'anticipation dans le Grand Sud et le Grand Sud-Est se sont traduits par une amélioration notable de la sécurité alimentaire sur la période de mai à septembre 2024, comparée à l'analyse de l'insécurité alimentaire projetée en décembre 2023. Toutefois, cette situation reste menacée par les effets du phénomène El Niño, des inondations, des cyclones et d'autres facteurs économiques (choc de prix) et structurels (infrastructures routières et sanitaires dégradés). D'autres zones affectées par le passage du cyclone Gamane (Nord) et des effets d'El Niño (inondations dans l'Est depuis Maroantsetra jusqu'à Taolagnaro) ont été ajoutées dans les zones habituellement analysées. Au cours de la période actuelle de mai à septembre 2024, environ 12% de la population rurale dépendant des revenus des activités agricoles exposées aux aléas climatiques dans les 36 districts analysés, soit 1,22 million de personnes, sont touchées par l'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC et plus). Les districts les plus durement touchés par cette situation critique sont Ambovombe Androy et Amboasary Atsimo.

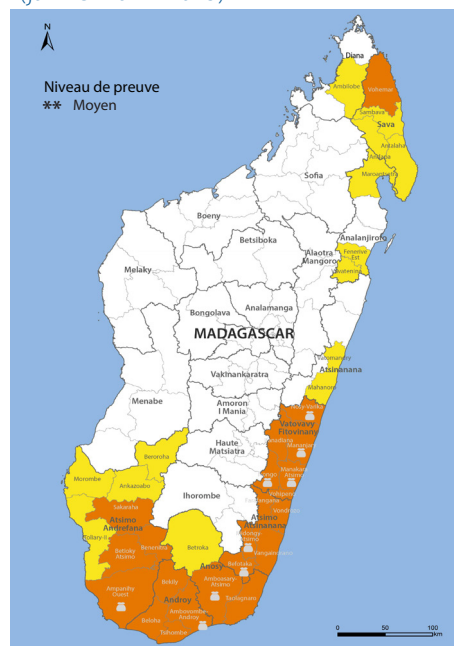
Insécurité alimentaire aiguë actuelle
(mai - septembre 2024)



Insécurité alimentaire aiguë projetée 1
(octobre - décembre 2024)



Insécurité alimentaire aiguë projetée 2
(janvier - avril 2025)



LÉGENDE

Classification IPC des Phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(La Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

1 - Minimale	4 - Urgence
2 - Stress	5 - Famine
3 - Crise	Zones non analysées

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

 Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

 Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Pour la première période projetée, d'octobre à décembre 2024, le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC et plus), constitués par les personnes qui ont une capacité de résilience réduite, devrait atteindre environ 1,32 million, soit 13% de la population dans les zones analysées. Les districts d'Ambovombe Androy et Amboasary Atsimo, continueront de faire face à des difficultés en raison de récoltes de tubercules insuffisantes, auxquels s'ajouteront les districts de Tsihombe et de Beloha. Des populations en phase 4 peuvent exister dans des poches de vulnérabilités : la récolte de tubercule pourrait toutefois atténuer la tendance à la dégradation de la sécurité alimentaire durant cette période. De plus l'installation précoce de la Nina forte, avec un dipôle positif, présage une installation de campagne précoce et améliorée dans la zone du Grand Sud. Dans le Grand Sud-Est, les conditions climatiques favorables pour la pratique des spéculations vivrières de contre-saison et l'existence d'opportunités de récolte (riz, girofle, etc.) pourraient améliorer légèrement les conditions de vie des ménages agricoles, mais les passages répétés de cyclones et des problèmes logistiques pourraient entraver ces améliorations. Dans le Nord, le District de Vohemar restera à la limite de la situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) avec un basculement de personnes en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC), soit 5% additionnel. Durant cette période, une légère augmentation (un point de pourcentage) des personnes en phase 3 et plus est observée.

Sur la seconde période projetée, de janvier à avril 2025, une dégradation plus accrue de la situation de sécurité alimentaire serait attendue, avec 1,78 million de personnes dans les zones analysées qui pourront avoir besoin d'actions urgentes (en Phase 3 de l'IPC et plus) soit environ 17% de la population. Les districts les plus affectés comprennent au moins 20 % de leur population en Phase 3 de l'IPC et plus. Cela représente l'ensemble des districts des régions Androy, les districts de Betioky Atsimo, Benenitra, Sakaraha et Ampanihy Ouest pour le Grand Sud, et les districts des régions Atsimo Atsinanana, de Vatovavy et de Fitovinany pour le Grand Sud-Est, avec une forte probabilité d'émergence de cyclones et d'inondations. Dans le Nord, Vohemar est également prévu pour rejoindre les districts en Crise.

Il est important de noter que dans plusieurs districts, des personnes en situation de Crise (Phase 4 de l'IPC) existent probablement, mais leur proportion n'atteint pas le seuil minimum de 5 % requis pour justifier leur inclusion dans le tableau de population. Cela concerne particulièrement les districts en situation de crise pendant les deux périodes projetées.

FACTEURS DÉTERMINANTS



Chocs des prix

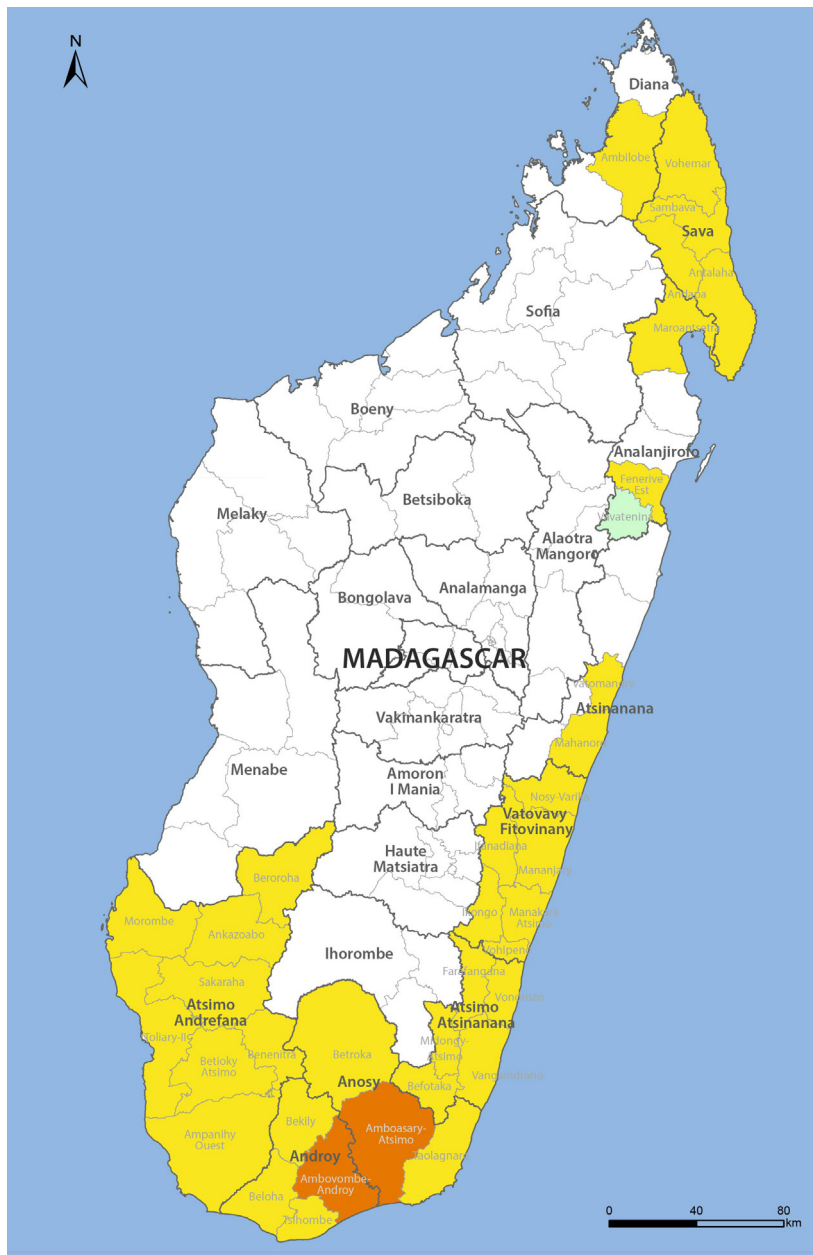
Le taux d'inflation élevé a limité l'accessibilité aux aliments surtout pour la population dans les zones les plus enclavées. Au mois de mai 2024, à Ambovombe et Amboasary, la diminution de la disponibilité des aliments de base tels que le riz, le manioc et les légumineuses a engendré une inflation significative avec des prix, oscillant entre 25% et 50% par rapport à la même période de l'année précédente. Une augmentation inhabituelle des prix a également été observée dans les zones affectées par le cyclone Gamane. Selon la Banque Centrale de Madagascar, l'inflation est passée de 8,2% en 2022 à 9,9% en 2023, en raison de la hausse continue des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. En mai 2024, elle a atteint 7,3% en glissement annuel.



Les chocs climatiques

suivant les zones affectées comme le phénomène El Niño, les cyclones et les inondations ont impactés le développement des cultures et par ricochet la campagne agricole. La sécheresse a été plus forte à Tsihombe, Betioky, Ampanihy et Tuléar 2. Le cyclone a fortement impacté la Région du SAVA dont Vohémar. Des inondations inhabituelles ont été observées au mois de mai 2024 à Farafangana, Vangaindrano et Fort Dauphin.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (MAI - SEPTEMBRE 2024)



LÉGENDE

Classification IPC des Phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées

Niveau de preuve
** Moyen



Tableau de la population pour la situation actuelle (mai - septembre 2024)

Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Analanjiroro	Fenerive est	340,810	272,648	80	68,162	20	0	0	0	0	0	0	2	0	0
	Maroantsetra	296,693	148,347	50	118,677	40	29,669	10	0	0	0	0	2	29,669	10
	Vavatenina	227,408	193,297	85	34,111	15	0	0	0	0	0	0	1	0	0
	Total	864,911	614,291	71	220,950	26	29,669	3	0	0	0	0		29,669	3
Androy	Ambovombe-androy	447,295	111,824	25	201,283	45	134,189	30	0	0	0	0	3	134,189	30
	Bekily	291,891	102,162	35	160,540	55	29,189	10	0	0	0	0	2	29,189	10
	Beloha	193,601	48,400	25	116,161	60	29,040	15	0	0	0	0	2	29,040	15
	Tsihombe	183,559	45,890	25	110,135	60	27,534	15	0	0	0	0	2	27,534	15
	Total	1,116,346	308,276	28	588,119	53	219,952	20	0	0	0	0		219,952	20
Anosy	Amboasary-atximo	318,994	79,749	25	159,497	50	79,749	25	0	0	0	0	3	79,749	25
	Betroka	257,466	77,240	30	154,480	60	25,747	10	0	0	0	0	2	25,747	10
	Taolagnaro	418,512	104,628	25	272,033	65	41,851	10	0	0	0	0	2	41,851	10
	Total	994,972	261,616	26	586,009	59	147,346	15	0	0	0	0		147,346	15
Atsimo Andrefana	Ampanihy ouest	489,548	146,864	30	269,251	55	73,432	15	0	0	0	0	2	73,432	15
	Ankazoabo	87,115	69,692	80	13,067	15	4,356	5	0	0	0	0	2	4,356	5
	Benenitra	52,411	23,585	45	23,585	45	5,241	10	0	0	0	0	2	5,241	10
	Beroroha	83,574	62,681	75	16,715	20	4,179	5	0	0	0	0	2	4,179	5
	Betioky atsimo	375,039	93,760	25	225,023	60	56,256	15	0	0	0	0	2	56,256	15
	Morombe	269,712	161,827	60	94,399	35	13,486	5	0	0	0	0		13,486	
	Sakaraha	186,575	65,301	35	102,616	55	18,658	10	0	0	0	0	2	18,658	10
	Toliara-II	456,768	274,061	60	137,030	30	45,677	10	0	0	0	0	2	45,677	10
	Total	2,000,742	897,771	45	881,688	44	221,284	11	0	0	0	0		221,284	11
Atsimo Atsinanana	Befotaka	66,265	26,506	40	29,819	45	9,940	15	0	0	0	0	2	9,940	15
	Farafangana	500,545	150,164	30	275,300	55	75,082	15	0	0	0	0	2	75,082	15
	Midongy-atsimo	58,304	20,406	35	29,152	50	8,746	15	0	0	0	0	2	8,746	15
	Vangaindrano	431,566	107,892	25	258,940	60	64,735	15	0	0	0	0	2	64,735	15
	Vondrozo	200,537	80,215	40	100,269	50	20,054	10	0	0	0	0	2	20,054	10
	Total	1,257,217	385,182	31	693,479	55	178,556	14	0	0	0	0		178,556	14
Atsinanana	Mahanoro	345,329	155,398	45	172,665	50	17,266	5	0	0	0	0	2	17,266	5
	Vatomandry	205,018	71,756	35	123,011	60	10,251	5	0	0	0	0	2	10,251	5
	Total	550,347	227,154	41	295,675	54	27,517	5	0	0	0	0		27,517	5
Diana	Ambilobe	350,768	175,384	50	140,307	40	35,077	10	0	0	0	0	2	35,077	10
	Total	350,768	175,384	50	140,307	40	35,077	10	0	0	0	0		35,077	10
Sava	Andapa	260,573	130,287	50	117,258	45	13,029	5	0	0	0	0	2	13,029	5
	Antalaha	322,552	193,531	60	112,893	35	16,128	5	0	0	0	0	2	16,128	5
	Sambava	491,498	196,599	40	245,749	50	49,150	10	0	0	0	0	2	49,150	10
	Vohemar	302,065	105,723	35	151,033	50	45,310	15	0	0	0	0	2	45,310	15
	Total	1,376,688	626,140	45	626,933	46	123,616	9	0	0	0	0		123,616	9



Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Vatovavy Fitovinany	Ifanadiana	210,212	84,085	40	105,106	50	21,021	10	0	0	0	0	2	21,021	10
	Ikongo	254,907	76,472	30	140,199	55	38,236	15	0	0	0	0	2	38,236	15
	Manakara atsimo	475,067	166,273	35	237,534	50	71,260	15	0	0	0	0	2	71,260	15
	Mananjary	331,445	132,578	40	165,723	50	33,145	10	0	0	0	0	2	33,145	10
	Nosy-varika	309,594	108,358	35	154,797	50	46,439	15	0	0	0	0	2	46,439	15
	Vohipeno	176,436	70,574	40	79,396	45	26,465	15	0	0	0	0	2	26,465	15
	Total	1,757,661	638,341	36	882,754	50	236,566	13	0	0	0	0		236,566	13
Grand Total		10,269,652	4,134,155	40	4,915,914	48	1,219,583	12	0	0	0	0		1,219,583	12

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (MAI - SEPTEMBRE 2024)

La période actuelle de mai à septembre 2024 coïncide avec les périodes de récolte de la grande saison et de post-récolte au cours desquelles environ 1,22 million de personnes, soit 12% de la population des 36 districts analysés, sont touchées par l'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 et plus de l'IPC). Les districts en situation de Crise, classés en Phase 3 de l'IPC sont Ambovombe Androy avec 30% de la population en Phase 3 de l'IPC et plus et Amboasary Atsimo (25%), soit deux districts contre six comparés à la projection de décembre 2023 (Bekily, Beloha, Ampanihy Ouest et Befotaka en plus). Quelques districts se trouvent à la limite de la situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Cela inclut Beloha, Tsihombe (Androy), Betioky Atsimo, Ampanihy Ouest (Atsimo Andrefana), tous les districts d'Atsimo Atsinanana à l'exception de Vondrozo, les districts de Vatovavy et Fitovinany sauf Ifanadiana et Mananjary, ainsi que le District de Vohémar (SAVA).

Depuis la fin de l'année 2023, Madagascar a été exposé à divers chocs climatiques majeurs, notamment des cyclones, des inondations et de longue période de sécheresse couplés avec l'inflation impactant sur les coûts des carburants. Ces événements ont touché plusieurs régions du pays de différentes façons, influençant de manière significative la sécurité alimentaire des ménages affectés. Par exemple, les ménages dans les zones impactées par les cyclones ont enregistré un meilleur Score de Consommation Alimentaire (SCA) (près de 50% de ménages), mais une faible diversité alimentaire contrairement dans les zones affectées par les inondations où les ménages ont une forte diversité alimentaire (près de 40% des ménages) et un SCA limite. Les ménages dans les zones impactées par la sécheresse présentent à la fois de faible SCA et diversité alimentaire. Concernant les stratégies d'adaptation alimentaire, les ménages dans les zones exposées aux cyclones et à la sécheresse présentent un indice réduit des stratégies liées à la consommation alimentaire (rCSI) plus élevé de 40%, si dans les zones affectées par les inondations, l'indice est très faible pour plus de 30% de ménages. Sur la base de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES), les districts ayant enregistré de forte prévalence, indicative de Phase 3 de l'IPC et plus avec plus de 50% de ménages sont : Amboasary, Ambovombe, Manakara, Vohipeno, Benenitra, Ampanihy, Tsihombe, Vondrozo, Nosy Varika, Beloha et Sakaraha. Face à cette situation sur la sécurité alimentaire dans les zones analysées, les ménages habitant les zones affectées par la sécheresse font des pressions plus sévères sur leurs moyens d'existence ou la liquidation de leurs avoirs au regard de l'indice des stratégies d'adaptation liées aux moyens d'existence (LCS) ; plus de 10% de ménages adoptent des stratégies les plus sévères dites d'urgence (Ampanihy, Ankazoabo, Beroroha). Les ménages y adoptant des stratégies de crise avoisinent les 20% (Ambovombe, Ampanihy, Beloha, Taolagnaro, voire 30% à Amboasary Atsimo. Ils ne sont pas non plus négligeables dans le Nord (Sambava : 17%, Ambilobe : 16%) et dans les régions Vatovavy et Fitovinany (Manakara : 37%, Vohipeno : 24%, Nosy Varika : 18%).

Les dégâts agricoles à Madagascar ont atteint des niveaux alarmants, exacerbés par les impacts dévastateurs des aléas climatiques récents, notamment les cyclones Alvaro (janvier 2024) et Gamane (mars 2024), ainsi que la sécheresse persistante. Les cyclones ont causé des dégâts importants dans les régions du Nord et de l'Est, avec des inondations massives. Les districts les plus touchés incluent Vohémar et Ambilobe. Parallèlement, la sécheresse persistante a gravement impacté le Grand Sud et certaines zones du Nord, retardant le début de la saison principale et réduisant la superficie agricole cultivée.

En termes de production agricole, les ménages ont dû faire face à des difficultés d'accès aux semences et aux engrais en raison de leur coût élevé et de leur disponibilité limitée. Cette situation a conduit à une replantation partielle ou complète des champs, particulièrement dans les zones touchées par la sécheresse et les inondations. Les cultures principales comme le riz, le maïs et le manioc ont été affectées par des infestations de ravageurs, aggravant ainsi les pertes de production. L'attaque des ravageurs de cultures, notamment l'invasion acridienne, constitue effectivement un facteur déterminant de l'insécurité alimentaire pour le District d'Ambovombe. A Amboasary Atsimo, avec la récurrence des chocs, l'insécurité ambiante figure parmi les facteurs majeurs de l'insécurité alimentaire.

Les évaluations concernant les dommages et pertes post-aléas/chocs (El Niño, cyclones, inondations) relèvent des pertes colossales, avoisinant les USD 145 millions. Les régions de Diana et SAVA sont les plus touchées, subissant des pertes respectives d'environ USD 42 millions et USD 25 millions, principalement en raison des dommages sur les cultures pérennes. Les cyclones Gamane et Alvaro ont provoqué des inondations massives, détruisant les cultures et les infrastructures agricoles, tandis que la sécheresse continue d'affecter sévèrement le Grand Sud, retardant la saison des semis et limitant la productivité agricole. Ces événements climatiques extrêmes ont non seulement anéanti une bonne partie des récoltes, mais ont également rendu l'accès à la nourriture de plus en plus difficile pour les ménages vulnérables, aggravant l'insécurité alimentaire.

En plus des pertes agricoles massives, les dégâts non négligeables sur le cheptel ont été relevés. Le graphique ci-dessus montre des pertes et des dommages significatifs subis par le secteur de l'élevage dans plusieurs régions du pays. La Région de SAVA est la plus touchée avec des pertes en cheptel évaluées à près de USD 65 millions. La Région d'Anosy vient en deuxième position avec des pertes d'environ USD 13 millions. Les régions d'Atsimo Atsinanana et d'Analanjiroro ont également subi des pertes importantes, autour de USD 1,5 million pour chacune.

La situation nutritionnelle dans le Grand Sud et le Grand Sud Est reste préoccupante malgré une amélioration de la situation par rapport au pic de 2021. L'analyse des tendances d'admission disponibles depuis 2021 via les données du système de santé (DHIS2) montre que le Grand Sud reste la zone du pays avec le plus grand nombre d'admissions d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS), représentant 40 % des admissions nationales de MAS en 2023. Le Grand Sud Est se classe en deuxième position avec 36 % des admissions nationales. Pour la période de janvier à avril 2024, le District d'Ampanihy a admis le plus d'enfants en MAS (environ 3 500 enfants), suivi par Farafangana (environ 2 400 enfants). La tendance des admissions pour le premier trimestre 2024 est presque similaire à celle de l'année 2023.

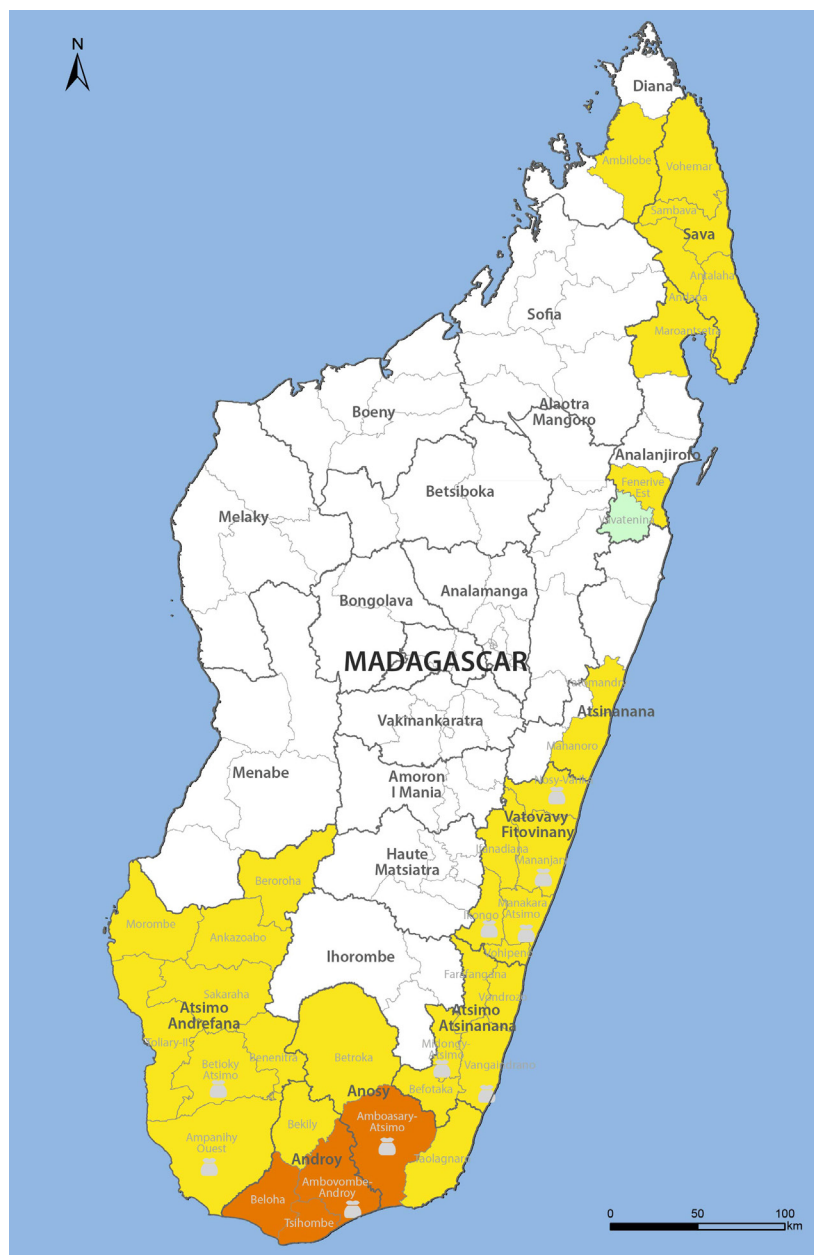
Pertes agricoles en USD sur l'agriculture

Atsimo Atsinanana	Fitovinany	Vatovavy	Atsimo Andrefana	Anosy	Androy	Sava	Diana	Total
15,100,000	9,800,000	11,600,000	13,200,000	13,300,000	14,800,000	25,000,000	42,000,000	144,800,000

Pertes en USD sur l'élevage

Sava	Anosy	Atsimo Atsinanana	Analanjiroro	Total
64,900,000	13,000,000	1,500,000	1,500,000	80,900,000

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE 1 (OCTOBRE - DÉCEMBRE 2024)



LÉGENDE

Classification IPC des Phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
- Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Niveau de preuve

** Moyen



Estimation de la population pour la situation projetée 1 (octobre - décembre 2024)

Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Analanjirifo	Fenerive est	340,810	272,648	80	68,162	20	0	0	0	0	0	0	2	0	0
	Maroantsetra	296,693	118,677	40	133,512	45	44,504	15	0	0	0	0	2	44,504	15
	Vavatenina	227,408	193,297	85	34,111	15	0	0	0	0	0	0	1	0	0
	Total	864,911	584,622	68	235,785	27	44,504	5	0	0	0	0		44,504	5
Androy	Ambovombe-androy	447,295	111,824	25	223,648	50	111,824	25	0	0	0	0	3	111,824	25
	Bekily	291,891	87,567	30	160,540	55	43,784	15	0	0	0	0	2	43,784	15
	Beloha	193,601	38,720	20	116,161	60	38,720	20	0	0	0	0	3	38,720	20
	Tsihombe	183,559	36,712	20	110,135	60	36,712	20	0	0	0	0	3	36,712	20
	Total	1,116,346	274,823	25	610,484	55	231,039	21	0	0	0	0		231,039	21
Anosy	Amboasary-atsimo	318,994	79,749	25	175,447	55	63,799	20	0	0	0	0	3	63,799	20
	Betroka	257,466	77,240	30	141,606	55	38,620	15	0	0	0	0	2	38,620	15
	Taolagnaro	418,512	83,702	20	272,033	65	62,777	15	0	0	0	0	2	62,777	15
	Total	994,972	240,691	24	589,086	59	165,196	17	0	0	0	0		165,196	17
Atsimo Andrefana	Ampanihy ouest	489,548	122,387	25	293,729	60	73,432	15	0	0	0	0	2	73,432	15
	Ankazoabo	87,115	60,981	70	21,779	25	4,356	5	0	0	0	0	2	4,356	5
	Benenitra	52,411	23,585	45	20,964	40	7,862	15	0	0	0	0	2	7,862	15
	Beroroha	83,574	50,144	60	29,251	35	4,179	5	0	0	0	0	2	4,179	5
	Betioky atsimo	375,039	93,760	25	225,023	60	56,256	15	0	0	0	0	2	56,256	15
	Morombe	269,712	148,342	55	107,885	40	13,486	5	0	0	0	0	2	13,486	5
	Sakaraha	186,575	55,973	30	102,616	55	27,986	15	0	0	0	0	2	27,986	15
	Toliara-II	456,768	182,707	40	205,546	45	68,515	15	0	0	0	0	2	68,515	15
	Total	2,000,742	737,878	37	1,006,793	50	256,071	13	0	0	0	0		256,071	13
Atsimo Atsinanana	Befotaka	66,265	29,819	45	26,506	40	9,940	15	0	0	0	0	2	9,940	15
	Farafangana	500,545	125,136	25	300,327	60	75,082	15	0	0	0	0	2	75,082	15
	Midongy-atsimo	58,304	20,406	35	29,152	50	8,746	15	0	0	0	0	2	8,746	15
	Vangaindrano	431,566	129,470	30	237,361	55	64,735	15	0	0	0	0	2	64,735	15
	Vondrozo	200,537	80,215	40	90,242	45	30,081	15	0	0	0	0	2	30,081	15
	Total	1,257,217	385,047	31	683,588	54	188,583	15	0	0	0	0		188,583	15
Atsinanana	Mahanoro	345,329	207,197	60	138,132	40	0	0	0	0	0	0	2	0	0
	Vatomandry	205,018	92,258	45	102,509	50	10,251	5	0	0	0	0	2	10,251	5
	Total	550,347	299,456	54	240,641	44	10,251	2	0	0	0	0		10,251	2
Diana	Ambilobe	350,768	157,846	45	157,846	45	35,077	10	0	0	0	0	2	35,077	10
	Total	350,768	157,846	45	157,846	45	35,077	10	0	0	0	0		35,077	10
Sava	Andapa	260,573	104,229	40	143,315	55	13,029	5	0	0	0	0	2	13,029	5
	Antalaha	322,552	177,404	55	112,893	35	32,255	10	0	0	0	0	2	32,255	10
	Sambava	491,498	172,024	35	270,324	55	49,150	10	0	0	0	0	2	49,150	10
	Vohemar	302,065	90,620	30	166,136	55	45,310	15	0	0	0	0	2	45,310	15
	Total	1,376,688	544,277	40	692,668	50	139,743	10	0	0	0	0		139,743	10



Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Vatovavy Fitovinany	Ifanadiana	210,212	94,595	45	94,595	45	21,021	10	0	0	0	0	2	21,021	10
	Ikongo	254,907	89,217	35	127,454	50	38,236	15	0	0	0	0	2	38,236	15
	Manakara atsimo	475,067	190,027	40	213,780	45	71,260	15	0	0	0	0	2	71,260	15
	Mananjary	331,445	132,578	40	149,150	45	49,717	15	0	0	0	0	2	49,717	15
	Nosy-varika	309,594	108,358	35	154,797	50	46,439	15	0	0	0	0	2	46,439	15
	Vohipeno	176,436	70,574	40	79,396	45	26,465	15	0	0	0	0	2	26,465	15
	Total	1,757,661	685,350	39	819,173	47	253,139	14	0	0	0	0		253,139	14
Grand Total		10,269,652	3,909,988	38	5,036,062	49	1,323,602	13	0	0	0	0		1,323,602	13

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE 1 (OCTOBRE - DÉCEMBRE 2024)

Au cours de la première période projetée allant d'octobre à décembre 2024, correspondant à la période de soudure pour l'ensemble des zones analysées, mais incluant également la période de récolte de produits de rente, de produits fruitiers et de riz de contre saison sauf dans le Grand Sud, deux districts de l'Androy (Beloha et Tsihombe) pourraient basculer de la situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) en Crise (Phase 3 de l'IPC) en plus d'Ambovombe Androy et d'Amboasary Atsimo (Anosy) qui vont rester dans cette phase. On estime que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevé (Phase 3 de l'IPC et plus) atteindrait jusqu'à 1,32 million durant cette période, soit environ 13% de la population des zones étudiées. Comparée à la période actuelle, il y aura environ cent mille personnes en plus qui auront besoins d'une action urgente pour éviter la dégradation de leur situation. La vulnérabilité et la fragilité de la résilience des ménages face aux chocs récurrents restent persistantes dans le Grand Sud et le Grand Sud-Est où la plupart des districts sont estimés à la limite de la situation de Crise.

Comparativement à la période actuelle, une dégradation de la situation alimentaire est attendue au début du mois d'octobre caractérisé par l'épuisement des stocks alimentaires de la précédente récolte et l'augmentation des dépenses liées au démarrage de la grande saison agricole en octobre et novembre 2024. Les premières pluies attendues à ce moment-là marqueront le début de la saison agricole, offrant un revenu aux ménages grâce à la main-d'œuvre agricole. Cependant, cette période projetée sera également marquée par une augmentation des charges pour les ménages, notamment l'approvisionnement alimentaire, la scolarisation des enfants et les dépenses de santé. Cette situation risque d'exercer une pression supplémentaire sur la trésorerie et réduire le pouvoir d'achat des ménages, en plus de l'inflation. Les ménages défavorisés pourraient adopter à nouveau des stratégies de crise tant pour leur consommation alimentaire que pour leurs moyens de subsistance.

Dans le **Grand Sud**, la situation se dégradera et deviendra particulièrement préoccupante, surtout pour la Région Androy avec trois districts sur quatre en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Les stocks alimentaires sont déjà faibles en période actuelle et les ménages entreront dans la période de soudure à partir du mois d'octobre 2024, à cela s'ajoute l'augmentation des dépenses liées à la rentrée scolaire et à la saison agricole. La sécheresse persistante et l'insécurité civile freinent les efforts de rétablissement. Cependant, les autres districts du Grand Sud, comme Ampanihy et Bekily, resteront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Dans les districts de Beloha et Tsihombe, la détérioration notable de la situation alimentaire sera renforcée en raison de la vulnérabilité de la population durant la période actuelle. On s'attend à un épuisement précoce des stocks issus de la

Hypothèses clés

Pour **les régions du Nord**, notamment SAVA et Diana, la période allant d'octobre 2024 à décembre 2024 sera caractérisée par une consommation des stocks alimentaires restants et la récolte de riz de contre-saison en décembre 2024. Les précipitations devraient être favorables à ces récoltes, mais le risque d'inondation demeure constant. La disponibilité de la vanille est attendue pour améliorer légèrement le pouvoir d'achat, bien que de manière modérée et limitée pour certains ménages. Les revenus seront également affectés d'une manière non négligeable par les dépenses non alimentaires liées à la rentrée scolaire en septembre 2024 et la hausse des prix des produits de première nécessité qui commenceront à connaître une tendance à la hausse dès l'arrivée des premières pluies.

Dans **les régions Analanjirofo et Atsinanana**, les récoltes de culture de rente, comme le litchi, généreront des revenus pour certains ménages, améliorant temporairement l'accessibilité financière à partir du mois d'octobre 2024. Cependant, les précipitations abondantes prévues pourraient entraîner des inondations ponctuelles vers la fin de la période d'analyse, renforçant l'enclavement des districts et perturbant l'approvisionnement des produits de premières nécessités. Il est également attendu une augmentation des maladies comme le paludisme et la diarrhée durant cette période.

Pour **les régions de Vatovavy et Fitovinany**, la période projetée sera marquée par des récoltes de cultures de rente telles que le litchi et les fruits tropicaux, qui devraient générer des revenus et améliorer temporairement la sécurité alimentaire des ménages. Cependant, la période de petite soudure qui débutera en octobre 2024 se traduira par une vulnérabilité alimentaire, et une détérioration des indicateurs de consommation alimentaire. Les pluies abondantes prévues pourraient également entraîner des inondations et des difficultés d'approvisionnement en denrées alimentaires, aggravant l'enclavement des districts. Les ménages devront faire face à une inflation persistante et à une hausse des prix des produits de première nécessité, limitant leur pouvoir d'achat et leur accès à une alimentation adéquate.

Dans **la Région d'Atsimo Atsinanana**, les projections indiquent une bonne récolte de riz de con-

récolte précédente, couplé à un pouvoir d'achat très fragile pour la population. On estime que respectivement 20% de la population, seront en phase de crise dans ces deux districts.

Pour les districts du **Grand Sud-Est**, les prévisions météorologiques sont favorables à la pratique des cultures vivrières de la grande saison, ce qui améliorera les conditions de vie des ménages agricoles et fournira des sources de revenus normaux aux ménages défavorisés grâce au salariat agricole décliné des travaux de préparation des cultures de grande saison. Dans la Région Atsimo Atsinanana, la récolte de riz de contre-saison en décembre 2024 pourrait offrir un certain soulagement, mais l'inflation et la hausse des prix des produits de première nécessité limiteront l'impact positif de ces récoltes. Pour le District de Vangaindrano plus particulièrement, la récolte de girofle attendue pour cette période constituera une source de revenus conséquente. Cette période coïncide également avec la récolte des fruits tels que les bananes, les litchis, les fruits à pain et les jacquiers, qui représentent une source d'alimentation essentielle pendant la période de soudure, améliorant ainsi la consommation et la diversité alimentaire. Cela permettra à la majorité de la population de rester dans la même phase qu'en période actuelle.

Les conditions climatiques seront globalement favorables pour les cultures de rente et les fruits tropicaux dans les régions de Vatovavy et Fitovinany, ce qui devrait améliorer temporairement la sécurité alimentaire des ménages. Cependant, la période de soudure en octobre 2024 entraînera une vulnérabilité accrue, avec une détérioration des indicateurs de consommation et de diversité alimentaire. Les précipitations abondantes pourraient

causer des inondations et des difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires, exacerbant l'enclavement des districts et augmentant les prix des denrées alimentaires limitant ainsi leur accès pour les plus démunis.

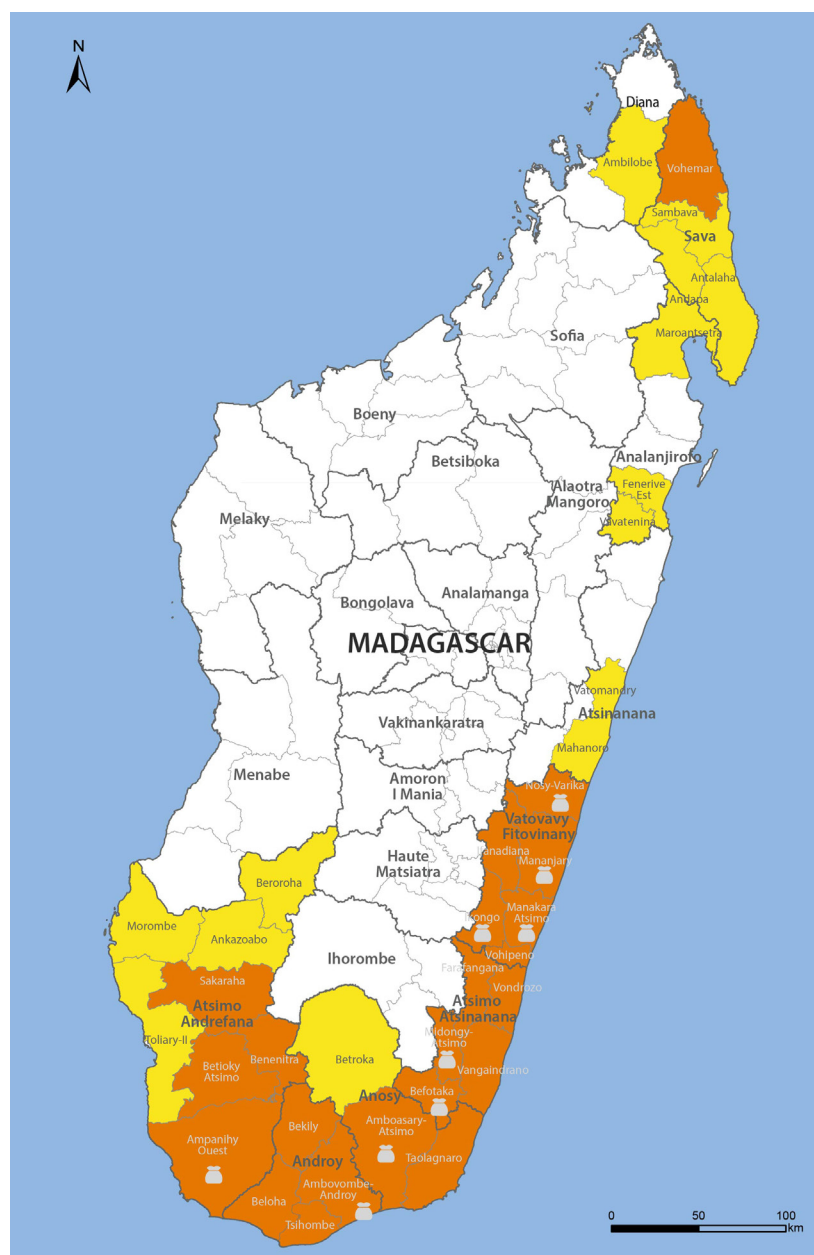
Dans **le Nord**, les districts pourront aussi rester dans la même phase (Phase 2 de l'IPC : situation de stress) avec le District d'Ambilobe qui pourrait se retrouver à la limite de la situation de Crise (Phase 3 de l'IPC), en plus de Vohémar qui y l'était déjà en période actuelle. La période projetée est marquée par une période de soudure en octobre 2024, où les provisions des ménages sont assurées par les stocks de la récolte précédente. Des améliorations sont prévues en novembre et décembre 2024 grâce à la récolte de riz de contre-saison et la disponibilité de la vanille et autres produits marchands (canne à sucre, poivre, ...). Cependant, le risque constant d'inondation, et d'enclavement avec la dépréciation de l'ariary et de la valeur des produits d'exportation continueront de poser des défis significatifs pour ces districts.

Pour les **régions d'Analanjiroro et d'Atsinanana**, une légère dégradation de la situation pourrait être observée bien que les récoltes de litchi et autres fruits tropicaux puissent générer des revenus temporaires. Les précipitations abondantes prévues risquent de renforcer l'enclavement et de perturber l'approvisionnement des produits de première nécessité. Les maladies liées à l'eau, comme le paludisme et la diarrhée, resteront des préoccupations majeures.

tre-saison en décembre. Cependant, une hausse généralisée des prix des produits de première nécessité (PPN) est attendue en raison de l'inflation et de la dépréciation de l'ariary et surtout de la difficulté d'accès à cause de la pluie. Les ménages devront également faire face à des difficultés d'accès physique aux marchés à partir de décembre 2024, exacerbées par l'enclavement et les inondations potentielles. La période de soudure pourrait commencer assez précocement étant donné les pertes agricoles de bas-fonds observés au mois de mai 2024. La soudure commencera à s'installer dès le mois d'août/septembre 2024 et atteindra un pic à partir d'octobre 2024, aggravant la situation alimentaire pour les ménages vulnérables.

Pour **le Grand Sud**, les stocks alimentaires sont faibles et le début de la période de soudure devrait débuter dès le mois d'octobre 2024. Les précipitations devraient être normales à supérieures à la normale, ce qui pourrait aider la mise en place des cultures de grande saison dès le mois de décembre 2024. Mais les ravageurs et les maladies restent des risques à surveiller. Les ménages vulnérables feront face à une augmentation des dépenses, notamment en raison de la rentrée scolaire et de l'inflation, limitant leur pouvoir d'achat et leur accès à une alimentation adéquate et autres besoins non alimentaires essentiels.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE 2 (JANVIER - AVRIL 2025)



LÉGENDE

Classification IPC des Phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
 2 - Stress
 3 - Crise
 4 - Urgence
 5 - Famine
 Zones non analysées

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

-  Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
-  Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Niveau de preuve

** Moyen



Estimation de population pour la situation projetée 2 (janvier - avril 2025)

Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Analanjiroro	Fenerive est	340,810	238,567	70	85,203	25	17,041	5	0	0	0	0	2	17,041	5
	Maroantsetra	296,693	103,843	35	148,347	50	44,504	15	0	0	0	0	2	44,504	15
	Vavatenina	227,408	147,815	65	68,222	30	11,370	5	0	0	0	0	2	11,370	5
	Total	864,911	490,225	57	301,771	35	72,915	8	0	0	0	0		72,915	8
Androy	Ambovombe-androy	447,295	111,824	25	201,283	45	134,189	30	0	0	0	0	3	134,189	30
	Bekily	291,891	87,567	30	145,946	50	58,378	20	0	0	0	0	3	58,378	20
	Beloha	193,601	48,400	25	106,481	55	38,720	20	0	0	0	0	3	38,720	20
	Tsihombe	183,559	36,712	20	110,135	60	36,712	20	0	0	0	0	3	36,712	20
	Total	1,116,346	284,503	25	563,844	51	267,999	24	0	0	0	0		267,999	24
Anosy	Amboasary-atsimo	318,994	63,799	20	175,447	55	79,749	25	0	0	0	0	3	79,749	25
	Betroka	257,466	51,493	20	167,353	65	38,620	15	0	0	0	0	2	38,620	15
	Taolagnaro	418,512	83,702	20	251,107	60	83,702	20	0	0	0	0	3	83,702	20
	Total	994,972	198,994	20	593,907	60	202,071	20	0	0	0	0		202,071	20
Atsimo Andrefana	Ampanihy ouest	489,548	122,387	25	269,251	55	97,910	20	0	0	0	0	3	97,910	20
	Ankazoabo	87,115	69,692	80	17,423	20	0	0	0	0	0	0	2	0	0
	Benenitra	52,411	20,964	40	20,964	40	10,482	20	0	0	0	0	3	10,482	20
	Beroroha	83,574	45,966	55	33,430	40	4,179	5	0	0	0	0	2	4,179	5
	Betioky atsimo	375,039	93,760	25	206,271	55	75,008	20	0	0	0	0	3	75,008	20
	Morombe	269,712	107,885	40	134,856	50	26,971	10	0	0	0	0	2	26,971	10
	Sakaraha	186,575	46,644	25	102,616	55	37,315	20	0	0	0	0	3	37,315	20
	Toliara-II	456,768	228,384	50	205,546	45	22,838	5	0	0	0	0	2	22,838	5
	Total	2,000,742	735,681	37	990,358	49	274,703	14	0	0	0	0		274,703	14
Atsimo Atsinanana	Befotaka	66,265	23,193	35	29,819	45	13,253	20	0	0	0	0	3	13,253	20
	Farafangana	500,545	125,136	25	275,300	55	100,109	20	0	0	0	0	3	100,109	20
	Midongy-atsimo	58,304	20,406	35	26,237	45	11,661	20	0	0	0	0	3	11,661	20
	Vangaindrano	431,566	107,892	25	237,361	55	86,313	20	0	0	0	0	3	86,313	20
	Vondrozo	200,537	80,215	40	80,215	40	40,107	20	0	0	0	0	3	40,107	20
	Total	1,257,217	356,842	28	648,932	52	251,443	20	0	0	0	0		251,443	20
Atsinanana	Mahanoro	345,329	138,132	40	172,665	50	34,533	10	0	0	0	0	2	34,533	10
	Vatomandry	205,018	61,505	30	112,760	55	30,753	15	0	0	0	0	2	30,753	15
	Total	550,347	199,637	36	285,424	52	65,286	12	0	0	0	0		65,286	12
Diana	Ambilobe	350,768	157,846	45	140,307	40	52,615	15	0	0	0	0	2	52,615	15
	Total	350,768	157,846	45	140,307	40	52,615	15	0	0	0	0		52,615	15
Sava	Andapa	260,573	91,201	35	143,315	55	26,057	10	0	0	0	0	2	26,057	10
	Antalaha	322,552	145,148	45	129,021	40	48,383	15	0	0	0	0	2	48,383	15
	Sambava	491,498	172,024	35	245,749	50	73,725	15	0	0	0	0	2	73,725	15
	Voahemmar	302,065	75,516	25	166,136	55	60,413	20	0	0	0	0	3	60,413	20
	Total	1,376,688	483,890	35	684,221	50	208,578	15	0	0	0	0		208,578	15



Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Vatovavy Fitovinany	Ifanadiana	210,212	84,085	40	84,085	40	42,042	20	0	0	0	0	3	42,042	20
	Ikongo	254,907	76,472	30	114,708	45	63,727	25	0	0	0	0	3	63,727	25
	Manakara atsimo	475,067	166,273	35	213,780	45	95,013	20	0	0	0	0	3	95,013	20
	Mananjary	331,445	99,434	30	165,723	50	66,289	20	0	0	0	0	3	66,289	20
	Nosy-varika	309,594	92,878	30	139,317	45	77,399	25	0	0	0	0	3	77,399	25
	Vohipeno	176,436	52,931	30	88,218	50	35,287	20	0	0	0	0	3	35,287	20
	Total	1,757,661	572,073	33	805,831	46	379,757	22	0	0	0	0		379,757	22
Grand Total		10,269,652	3,479,690	34	5,014,595	49	1,775,367	17	0	0	0	0		1,775,367	17

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE 2 (JANVIER - AVRIL 2025)

Durant la deuxième période projetée s'étendant de janvier à avril 2025, il est attendu 1,78 million de personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC et plus) sur l'ensemble des 36 districts analysés, soit 17% de la population. Les districts du Grand Sud et du Grand Sud Est ainsi que le District de Vohémar dans le Nord seront les plus en difficulté, surtout les districts d'Ambovombe Androy (30%), d'Amboasary (25%), Ikongo (25%) et Nosy Varika (25%).

Au cours de cette période, la récolte sera pratiquement insignifiante, surtout pendant les deux premiers mois, en particulier dans le Grand Sud, malgré l'annonce de la Niña et d'un dipôle positif. Cette situation obligera les ménages à mobiliser leurs actifs pour acheter de la nourriture. Ceux qui sont les plus en difficulté pourront également utiliser des stratégies habituelles d'adaptation alimentaire telles que la consommation d'aliments sauvages, notamment les cactus, les fruits sauvages, les racines comestibles et les fruits à pain pour subvenir à leurs besoins alimentaires. La récolte verte de maïs ainsi que l'existence de fruits cucurbitacées pourraient également aider les ménages combler certains déficits alimentaires durant cette période. À défaut de récoltes durant cette période, l'accès à la nourriture de la plupart des ménages serait essentiellement tributaire des achats, alors que le coût des principales denrées alimentaires resterait élevé. Outre la variation saisonnière, le niveau d'inflation actuel aura un impact non-négligeable sur la capacité financière des ménages, ce qui affectera négativement leur pouvoir d'achat. En outre, les éventuels risques de prolifération de maladies durant cette période pourraient augmenter les dépenses non alimentaires des ménages.

Au vu des prévisions, la quantité de précipitations sera normale à supérieure à la normale, ce qui entraînera des opportunités de travail dans les localités du Grand Sud les plus sujettes à la sécheresse agricole. Les populations pourraient être amenées à adopter la migration saisonnière comme stratégie de survie en période de crise, avec des déplacements plus importants enregistrés pendant cette période, affaiblissant ainsi les forces productives des ménages.

Pour le cas du Grand Sud-Est et de l'Est, les petites récoltes rizicoles ainsi que la campagne des litchis amélioreront de manière sensible l'accès au revenu et à la nourriture d'une partie de la population agricole jusqu'en janvier 2025. En conséquence, la couverture des stocks alimentaires des ménages sera très limitée. Toutefois, les moyens d'existence relatifs aux cultures pérennes et aux cultures de rente ne connaîtront qu'une timide reprise en raison des inondations successives dans ces zones. Le rétablissement des actifs productifs reste progressif et une nette reprise ne sera pas encore envisageable. Par ailleurs, la période de janvier à mars 2025 correspond au pic de la saison cyclonique

Hypothèses clés

Pendant cette deuxième période projetée, plusieurs facteurs clés influenceront la sécurité alimentaire des ménages dans les différentes régions de Madagascar.

Absence de récoltes et épuisement des ressources dans le Grand Sud

Dans les deux premiers mois de cette période, l'absence de récoltes obligera les ménages à mobiliser leurs actifs pour acheter de la nourriture. Les ménages les plus vulnérables devront se rabattre sur des aliments de disette disponibles localement, tels que les cactus et mangue, les ignames sauvages, pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Cependant, ces ressources seront rapidement épuisées vu qu'une forte proportion de la population risquent d'adopter cette stratégie. L'absence confirmée d'assistance alimentaire humanitaire aggravera cette situation.

Inflation et coût élevé des denrées alimentaires

Le coût élevé des principales denrées alimentaires, associé à l'inflation persistante, impacterait négativement le pouvoir d'achat des ménages. Les éleveurs seront particulièrement affectés par cette tendance haussière, car les termes de l'échange se dégraderont avec la période de sécheresse en perspective. La quantité de précipitations prévue sera normale à inférieure à la normale, entraînant un risque de prolongation de la période de soudure dans les localités du Grand Sud les plus sujettes à la sécheresse agricole.

Petites récoltes

Les petites récoltes de riz du mois de décembre dans les zones qui y sont favorables, et la campagne des litchis dans le Grand sud-Est pourraient soulager légèrement la situation d'insécurité alimentaire.

Défis logistiques et humanitaires

L'inflation, les coûts logistiques élevés et l'inaccessibilité de plusieurs localités pendant cette période d'analyse impacteront fortement la mise en œuvre des assistances humanitaires. La persistance des chocs climatiques et économiques augmentera la vulnérabilité des ménages, nécessitant des interventions adaptées pour limiter l'impact sur leur sécurité alimentaire.

et des inondations, ce qui demeure un risque pour les activités économiques, particulièrement celles liées à l'agriculture. D'ailleurs, la superficie emblavée pourrait être limitée en raison de la hausse des prix de semences à ce moment-là. La période des pluies coïncide également avec le pic de la prévalence des maladies liées à l'eau, notamment la diarrhée, l'Insuffisance Respiratoire Aiguë (IRA), et le paludisme, susceptibles d'augmenter les dépenses des ménages déjà précaires mais aussi d'amplifier l'effet de l'insécurité alimentaire sur la situation nutritionnelle. La période de projection correspond au pic de la malnutrition à cause de la dégradation de la sécurité alimentaire

Ces zones ne sont pas épargnées par la hausse des prix des principales denrées alimentaires, déjà accentuée par l'inflation ; ce qui limitera l'accès financier à la nourriture pour les ménages en difficulté et ceux dont les moyens de subsistance ont été fortement endommagés par les intempéries précédentes. L'utilisation de diverses stratégies, tant sur la consommation alimentaire que sur les moyens d'existence, affaiblira les capacités de survie et de rétablissement.

La quantité de précipitations normale à supérieure à la normale, associée à une température au-dessus de la normale serait attendue tenant compte de la combinaison du phénomène La Nina et le Dipôle positif de l'Océan Indien selon la Direction Générale de la Météorologie et augmenterait les risques d'invasion acridienne dans plusieurs localités du Grand Sud. Cela représenterait une menace potentielle pour les cultures céréalières et légumineuses en phase de développement végétatif. Cette zone n'est pas non plus épargnée par la hausse des prix des principales denrées alimentaires, déjà accentuée par l'inflation et aggravée par le problème d'accessibilité physique. Cela accroîtra l'incapacité financière des ménages à subvenir à leurs besoins essentiels, les obligeant à s'appuyer fortement sur des stratégies d'adaptation négative pour se procurer des aliments.

FOCUS SUR L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE

L'assistance alimentaire humanitaire est un élément crucial pour atténuer l'insécurité alimentaire dans les districts du Grand Sud, du Grand Sud-Est, du Nord, et de l'Est de Madagascar. Le graphique ci-après présente les pourcentages de la population bénéficiant de cette assistance sur trois périodes : mai-septembre 2024, octobre-décembre 2024, et janvier-avril 2025. Il s'agit principalement de ration complète de 15 jours par mois.

Période de mai à septembre 2024

L'information concernant les zones du Grand Sud de Madagascar qui bénéficieront des aides alimentaires entre mai et septembre 2024 indique que les districts concernés sont Ambovombe, Bekily, Beloha, Amboasary et Ampanihy. Ces aides alimentaires sont prévues pour une couverture très faible, ne pouvant pas aller au-delà de 10% des populations ; ce qui signifie que ces aides alimentaires n'influeront pas sur le changement de phase.

Quant aux zones du nord de Madagascar, seul le District de Vohémar est prévu recevoir des aides alimentaires humanitaires, avec une couverture qui atteindra environ 10% de la population. Il est en effet crucial de mobiliser plus de ressources et d'améliorer les stratégies de distribution pour que l'aide parvienne à un plus grand nombre de personnes dans le besoin, en particulier dans les autres districts affectés par le cyclone Gamane.

La situation actuelle dans les zones du Sud-est, où une faible proportion de la population reçoit de l'assistance, requiert clairement le renforcement des interventions humanitaires.

Période d'octobre à décembre 2024

Les pourcentages des personnes couvertes augmentent significativement durant la première période de projection, atteignant plus de 50 % dans certains districts comme Ampanihy, Beloha et Farafangana. Cette augmentation indique une réponse accrue aux besoins alimentaires pendant la période de soudure. Cependant, la couverture concerne uniquement les zones d'analyse habituelles, c'est-à-dire le Grand Sud et le Grand Sud-Est. Les autres zones, notamment le Nord et l'Est, n'ont pas été programmées pour recevoir des assistances alimentaires humanitaires. L'aide alimentaire significative pour au moins 25 % des ménages pour la période d'octobre à décembre 2024 a concerné seulement 10 districts et ne couvrent qu'entre 25 et 50 % des besoins caloriques d'où la présence de sacs légers sur la carte de la première période de projection au niveau de ces districts.

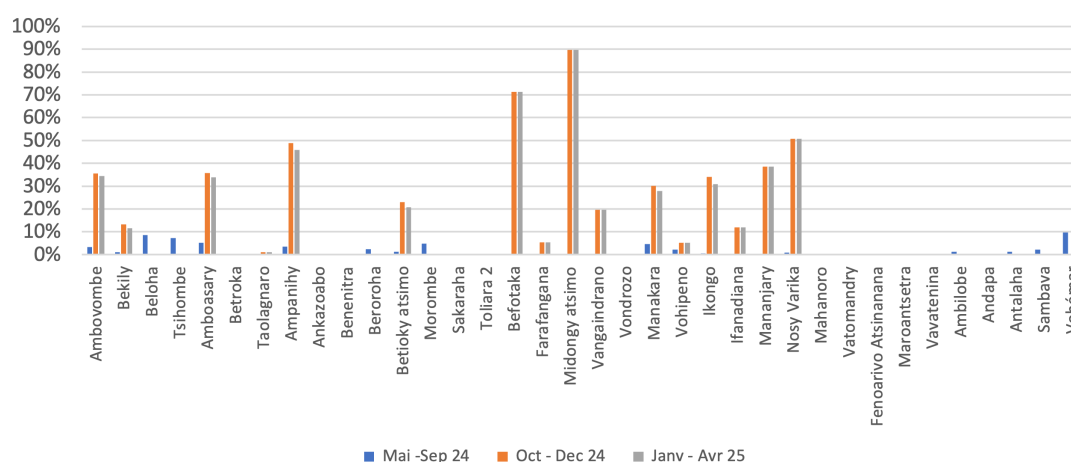
Période de janvier à avril 2025

Au cours de la deuxième période de projection, trois districts du Grand Sud de Madagascar, à savoir Ambovombe, Amboasary et Ampanihy, sont prévus pour recevoir des aides alimentaires humanitaires. Ces aides visent à couvrir entre 25% et 50% de la population de chaque district, avec une ration correspondant à 50% des besoins caloriques quotidiens recommandés pour chaque individu bénéficiaire.

Pour les zones du Grand Sud-Est de Madagascar, six districts bénéficieront également des aides alimentaires humanitaires avec une couverture similaire à celle des districts du Grand Sud. Cependant, ces aides ne seront fournies que pendant la période où ces districts seront classés en Phase 3 de l'IPC. En somme, 9 districts ont reçu l'aide alimentaire significative pour au moins 25 % des ménages qui ne couvre qu'entre 25 et 50 % des besoins caloriques. Pour la région du nord de Madagascar, aucune aide alimentaire humanitaire n'est actuellement programmée.

Il est crucial de suivre de près la distribution et l'impact de ces aides pour assurer leur efficacité et identifier les besoins supplémentaires.

Assistance Alimentaire Humanitaire



RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

Dans l'immédiat et à court terme:

- Fournir une assistance alimentaire inconditionnelle rapide aux ménages les plus vulnérables dans les districts en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC), afin de réduire les déficits importants de consommation alimentaire et sauver des vies.
- Prendre en charge les cas de malnutrition aiguë dans les districts en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).
- Accompagner le démarrage de la contre-saison encore faisable pour certaines cultures à travers la fourniture rapide d'intrants agricoles (semences adaptées et de qualité, petits matériels et outillages agricoles) et des encadrements sur les itinéraires techniques adaptées au changement climatique.
- Limiter la prolifération des populations acridiennes dans le Grand Sud, et préparer la première campagne de réponse d'urgence à l'invasion acridienne pour être opérationnelle dès l'arrivée des premières pluies.
- Maintenir et renforcer les réponses humanitaires dans les deux districts en situation de crise (Phase 3 de l'IPC) à savoir Ambovombe Androy & Amboasary Atsimo dès la période courante de l'analyse (mai à septembre 2024).
- Maintenir et renforcer les réponses humanitaires en cours dans ces districts jusqu'à la fin de période courante de l'analyse (septembre 2024).
- Renforcer la coordination des interventions entre les acteurs humanitaires et de développement pour plus d'efficacité et d'efficience.

À moyen terme:

- Appuyer la préparation de la grande saison agricole à travers la dotation d'intrants agricoles et des accompagnements techniques adaptés au changement climatique.
- Soutenir les initiatives de transition vers le développement en renforçant la résilience des moyens d'existence des ménages exposés à l'insécurité alimentaire aiguë (districts en Phase 2 de l'IPC).
- Protéger ou restaurer les actifs des ménages dans les districts en situation de Stress ou de Crise en recapitalisant les éleveurs, et en diversifiant les actifs productifs par le biais d'une assistance conditionnelle. Une réallocation de terrain pourrait augmenter la superficie à ensemercer, surtout pour le cas d'Amboasary Atsimo dans les communes de Tanandava, Ifotaka, Amboasary, Berano ville, Behara, ainsi que dans les zones vulnérables aux inondations et glissements de terrain (Grand Sud-Est).
- Renforcer les appuis sur des activités de diversification des sources de revenu, en privilégiant les chaînes de valeur durables et sensibles à la nutrition, en particulier pour les groupements de femmes et de jeunes.
- Promouvoir des activités de conservation et de transformation des produits locaux pour améliorer la résilience des ménages et l'accès alimentaire.
- Promouvoir l'approche anticipation, la mise en œuvre d'actions précoces et le Nexus pour les districts en phase de stress (Phase 2) évitant leur basculement en phase pire, et incluant la mise à jour des plans d'intervention humanitaire.
- Réhabiliter et entretenir les axes routiers dans les districts enclavés pour faciliter les mouvements de biens et de personnes dans le cadre des interventions humanitaires.
- Renforcer la sécurité dans les zones touchées par les actes de banditisme, en redynamisant les forces sécuritaires et les structures locales existantes pour protéger les moyens d'existence des ménages.
- Renforcer la prévention de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes en fournissant des rations alimentaires adaptées à leur âge et condition.

Activités de surveillance et d'actualisation de la situation :

- Renforcement des dispositifs/mécanismes de suivi et de veille/alerte sur les prix des denrées alimentaires, les données agrométéorologiques, les dynamiques des marchés de référence, les ennemies et maladies des cultures en particulier le criquet migrateur, permettant d'assurer la surveillance de la situation de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans le Grand Sud, le Grand Sud-Est, le Nord et l'Est.

Veille au niveau des dispositifs de surveillance nutritionnelle afin de détecter à temps et assurer une surveillance rapprochée des poches de malnutrition.

La prochaine analyse IPC est planifiée avant la fin de l'année 2024 pour une actualisation des projections sur la base des données générées par ces dispositifs. Le processus menant vers l'organisation d'un atelier de formation et d'analyse IPC de l'insécurité alimentaire chronique dans le Sud devrait être engagé. Cela devra cependant être précédé de sessions de sensibilisation sur l'IPC chronique avec l'appui de l'Unité Global de Soutien de l'IPC, à l'endroit des décideurs et acteurs clés de l'humanitaire et du développement.

Facteurs de risque à surveiller communs pour l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition Aiguës

Les facteurs de risques à surveiller, qui peuvent influencer rapidement et négativement la sécurité alimentaire dans les districts d'analyse, sont donnés ci-après :

1. Les impacts de la crise russo-ukrainienne perturbent le marché local à travers son influence négative sur l'inflation et la valeur de la monnaie nationale par rapport aux principales devises. Durant les périodes de soudure et pour lancer la campagne agricole, les ménages devront se rabattre sur le marché pour s'approvisionner, subissant ainsi de plein fouet la volatilité des prix.
2. L'installation du phénomène la Niña.
3. Pour le Grand Sud, des précipitations supérieures à la normale sont attendues pendant le démarrage de la campagne agricole. Cela peut entraîner des inondations, un retard du calendrier agricole, et/ou des précipitations erratiques, affectant négativement les rendements agricoles et la disponibilité des ressources en eau.
4. Faible opportunité de travail à cause des inondations : Réduction des opportunités de travail agricole, entraînant une baisse des revenus des ménages et une réduction de leur pouvoir d'achat.
5. Cyclones et inondations : Pour le Grand Sud-Est et l'Est, les cyclones et inondations endommageront les infrastructures agricoles, provoqueront la destruction des cultures aux champs et perturberont l'accès aux aliments. Ces aléas rendront encore plus difficile l'accès à certains districts/communes, rendant difficile l'approvisionnement des marchés et la mise en œuvre des activités d'assistance humanitaire. Les prix et les coûts des denrées seront affectés par cette perturbation.
6. Menace acridienne pour la zone du Grand Sud : Les infestations de criquets peuvent détruire les cultures et réduire les rendements agricoles, aggravant l'insécurité alimentaire.
7. Maladies hydriques et vectorielles : Pratique élevée de la défécation à l'air libre et usage d'eau non traitée, entraînant une forte prévalence des maladies comme la diarrhée et le paludisme.
8. Insécurité civile : Perturbe les activités agricoles et limite l'accès aux ressources naturelles, exacerbant l'insécurité alimentaire des ménages touchés.
9. Intrants agricoles non disponibles à temps et non adaptés : Retards dans la distribution des intrants agricoles, affectant les rendements et la productivité agricole.
10. Faiblesse de l'assistance humanitaire : En raison de défaillances (retard-insuffisance) dans la mobilisation de fonds et de l'enclavement des zones affectées, la capacité des organismes humanitaires à fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle adéquate est limitée, aggravant la situation des ménages vulnérables.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

L'atelier d'analyse IPC de l'Insécurité Alimentaire Aiguë (IAA) s'est tenu du 15 au 22 juin 2024 à Antsirabe sous l'égide du Groupe de Travail Technique de l'IPC à Madagascar présidé par le Bureau National de la Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC). Il a été précédé d'une formation intensive certifiante de niveau 1 du 12 au 14 juin 2024, basée sur les outils et les protocoles de la version 3.1 du manuel IPC.

L'analyse IPC IAA a été menée avec l'implication d'une soixantaine d'analystes issus de différents horizons et secteurs, du niveau central et local, provenant de différents organismes onusiens, de la société civile et des entités étatiques. L'atelier a également bénéficié de la présence physique de l'Unité de Support Global (USG) de l'IPC. Une validation des résultats en plénière a été menée à la fin de l'analyse.

La période d'analyse a couvert trois périodes :

- Mai 2024 à septembre 2024 : période actuelle, récolte/post-récolte,
- Octobre 2024 à décembre 2024 : première projection, période de soudure/petite récolte,
- Janvier à avril 2025 : deuxième projection, coïncidant avec la soudure.

De nouveaux districts dans les zones affectées par le cyclone Gamane (Nord) et les effets du phénomène El Nino (Est) ont été ajoutés aux districts habituellement analysés. Pour cette analyse, 36 districts répartis dans les zones affectées par le phénomène el niño, les cyclones, et les inondations ont été observés au lieu des 22 districts habituellement analysés.

La classification a été basée sur la convergence des preuves fiables selon les protocoles IPC, et des scénarios les plus probables, tout en tenant en compte des effets des aides humanitaires en cours et planifiées, afin d'obtenir une analyse globale de la situation de sécurité alimentaire. Les indicateurs clés des résultats et les facteurs contributifs ont été tirés des évaluations des dommages et pertes et de la sécurité alimentaire post-aléas (el niño, cyclones, inondations) dans les 36 districts du Grand Sud, du Grand Sud-Est, de l'Est et du Nord concernés par l'analyse.

Pour les zones d'analyse, les projections se sont basées sur les données de prix des denrées alimentaires (SISAV-Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et la Vulnérabilité, MIRA-Measuring Indicators for Resilience Analysis pour les zones couvertes), les tendances saisonnières des précipitations de la Direction Générale de la Météorologie, la Nina (probabilité), la situation et le pronostic de l'IFVM ou Ivotoerana Famongorana ny Valala eto Madagasikara sur le criquet migrateur, les tendances des dix principales maladies, des admissions (DHIS 2 du Ministère de la Santé) et l'évolution historique des indicateurs de résultats depuis 2018 jusqu'à ce jour. Toutes ces données ont été mises à disposition des analystes sur le portail du Système de Support de l'Information (SSI) et analysées selon le principe de convergence des preuves conformément au cadre d'analyse de l'IPC.

Les analyses se sont appuyées sur les indicateurs de résultats sur la sécurité alimentaire de premier niveau (consommation alimentaire, changement dans les moyens d'existence), ainsi qu'un éventail de facteurs contributifs. Les données de l'indice de prix à la consommation de l'INSTAT et le taux de change ont été utilisées pour apprécier le niveau d'inflation.

Les principales données utilisées ont pour la plupart un score de fiabilité estimé à R1+ (en partie Fiable +) conformément aux protocoles IPC.

Limites de l'analyse

L'enclavement et l'insécurité civile dans certains districts demeurent un obstacle lors de la collecte de données. Disposer des données historiques pour les indicateurs clés nécessaires pour l'analyse et la classification réside parmi les principaux défis du GTT notamment pour les nouvelles zones. L'absence des données plus récentes sur l'état nutritionnel limite également l'approfondissement de l'analyse des données et ne permet pas d'isoler des poches de vulnérabilité. Les contraintes budgétaires liées aux collectes de données ont aussi limité la taille de l'échantillonnage, ce qui impliquait des niveaux de preuves moyens pour la majorité des résultats de l'analyse.

Nom et description de la phase de l'insécurité alimentaire aiguë

Phase 1 Aucune/ Minimale	Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.
Phase 2 Stress	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent pas assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.
Phase 3 Crise	Les ménages: • ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels; ou • parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.
Phase 4 Urgence	Les ménages: • ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une mortalité excessive, ou • sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.
Phase 5 Catastrophe/ Famine	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d' inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont évidents. (Pour être classée en phase Famine, une zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques))

Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë ?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire. La classification IPC de la malnutrition aiguë cherche à identifier les zones où il existe une grande proportion d'enfants malnutris aigus d'après la mesure de l'indice poids pour-taille de préférence mais aussi du PB éventuellement.

Pour de plus amples informations, contacter:

RAONIVELLO, Andrianjanja

Point focal IPC Madagascar, BNGRC

email: nraonivello@gmail.com

Unité de soutien global IPC

www.ipcinfo.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes. Elle a bénéficié des soutiens financiers du pays à travers les contributions de la FAO, du PAM, de WHH, de la Croix-Rouge Malagasy, du projet MIONJO exécuté par la FAO ainsi que de l'Unité Globale de Soutien de l'IPC.

La classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition a été réalisée à l'aide des protocoles IPC, qui sont développés et mis en oeuvre dans le monde entier par le partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim (AAH), CARE, le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWS NET, le Cluster mondial de sécurité alimentaire, le Cluster mondial de nutrition, l'IFPRI, l'IGAD, Oxfam, le SICA, la SADC, Save the Children, le PNUD, UNICEF, le PAM, l'OMS et la Banque mondiale.

Partenaires de l'analyse IPC:

